

ACTES PRATIQUES

ET INGÉNIERIE SOCIÉTAIRE

DIRECTEURS :
Jean-Jacques DAIGRE
et Sophie SCHILLER

N° 1
JANVIER-FÉVRIER 2024
BIMESTRIEL - ISSN 1285-4379

DOSSIER

Société et indivision



Fabrice Collard



Estelle Naudin

« Société et indivision ». Ce couple est souvent opposé pour caractériser les limites de l'un et les bienfaits de l'autre.

Même si les notions d'indivision et de société s'opposent aujourd'hui clairement, ces deux figures peuvent se croiser voire s'entremêler, qu'il s'agisse d'une situation subie (indivision successorale, indivision post-communautaire faisant suite à la dissolution de la communauté, etc.) ou, plus rarement, choisie (acquisition en indivision de droits sociaux, régime de l'indivision des acquêts adopté par certains partenaires d'un pacte civil de solidarité).

Au fil du temps, le législateur et la jurisprudence ont forgé des lignes directrices selon les domaines d'application toutes les fois où le régime de l'indivision interfère avec le droit des sociétés. Ce dossier à deux plumes est un morceau choisi des difficultés théoriques et pratiques que soulève cette confrontation. (p. 5)

Idée nouvelle

Priorités européennes et rapports financiers annuels 2023

par Jean-Louis Navarro (p. 1)

Le point sur

Le contentieux du devoir de vigilance

par Matthieu Brochier et Antonin Bertrand (p. 34)

Numéros parus depuis 1992

N° 1/1992 : La dissolution d'une filiale à 100 % par confusion des patrimoines	N° 30/1996 : Certificats d'investissement et opérations sur capital	N° 56/2001 : La responsabilité des membres des comités dans les sociétés par actions
N° 2/1992 : La maîtrise du risque d'indétermination du prix dans les cessions d'actions	N° 31/1997 : Titres complexes et capitaux propres des sociétés non cotées	N° 57/2001 : Épargne salariale
N° 3/1992 : Le paiement du dividende en actifs sociaux	N° 32/1997 : Les actions à privilèges financiers	N° 58 : Mettre en place un plan de stock-options [Après la réforme du 15 mai 2001 (Loi NRE)]
N° 4/1992 : Les conventions de trésorerie intra-groupe	N° 33/1997 : Les conventions de portage	N° 59/2001 : Les certificats de valeur garantie (CVG). Aspects juridiques. Nature et typologie. Émission, caractéristiques, gestion et extinction
N° 5/1992 : Les clauses de sortie dans les pactes d'actionnaires	N° 34/1997 : Que faire des sociétés de construction-vente d'immeubles après réalisation de leur programme ?	N° 60/2001 : L'organisation des rapports entre l'investissement et le pouvoir. Panorama juridique et fiscal
N° 6/1992 : Pacte familial et transmission d'entreprises	N° 35/1997 : Les actions à privilèges non financiers	N° 61/2002 : Offre publique de retrait et retrait obligatoire
N° 7/1992 : La reconstitution des capitaux propres	N° 36/1997 : La séparation d'associés	N° 62/2002 : Les bons de souscription de parts de créateur d'entreprise
N° 8/1993 : Les emprunts obligataires donnant droit à des actions	N° 37/1998 : Le représentant permanent d'une société anonyme administrateur	N° 63/2002 : La société européenne
N° 9/1993 : Restructuration des sociétés : apport partiel d'actif ou apport en nature, que choisir ?	N° 38/1998 : L'assiette du nantissement de compte d'instruments financiers	N° 64/2002 : Les pactes d'actionnaires dans les sociétés cotées
N° 10/1993 : Apports de droits démembrés	N° 39/1998 : Cessions d'entreprises. Les conventions de « Earn out »	N° 65/2002 : Restructuration de sociétés et droit patrimonial de la famille
N° 11/1993 : Les actions de priorité	N° 40/1998 : Le rachat par une société de ses propres actions	N° 66/2002 : L'inscription en compte des valeurs mobilières
N° 12/1993 : La société par actions simplifiée	N° 41/1998 : Les accords préliminaires dans les cessions de droits sociaux	N° 67/2003 : Actions indivises et actions démembrées
N° 13/1994 : Sociétés en nom collectif. Transparence et optimisation fiscale	N° 42/1998 : Directoire et conseil de surveillance	N° 68/2003 : L'utilisation des moyens de télécommunication et la tenue des assemblées générales d'actionnaires
N° 14/1994 : L'exécution forcée des pactes d'actionnaires	N° 43/1999 : Clauses d'exclusion dans les sociétés anonymes non cotées	N° 69/2003 : Sur le régime juridique des options de souscription ou d'achat d'actions
N° 15/1994 : Le démembrement des droits sociaux	N° 44/1999 : Mali de fusion. Mali de confusion	N° 70/2003 : Le transfert de propriété des titres cotés
N° 16/1994 : La société en participation. Instrument de coopération	N° 45/1999 : L'introduction en bourse. Préparation juridique de la société. Choix du marché. Procédure d'introduction	N° 71/2003 : Transformations des sociétés. Aspects juridiques et fiscaux. 1 ^{re} partie : Absence de création d'une personne morale nouvelle à l'occasion de la transformation
N° 17/1994 : Émission d'obligations par les associations	N° 46/1999 : L'obligation de déposer ou de maintenir une offre publique	N° 72/2003 : Transformations des sociétés. Aspects juridiques et fiscaux. 2 ^e partie : Différentes hypothèses de transformation des sociétés
N° 18/1994 : L'apport d'actions à une société en participation	N° 47/1999 : L'entreprise unipersonnelle d'exercice libéral à responsabilité limitée	N° 73/2004 : La levée de fonds par émissions d'ORA et de TDIRA
N° 19/1995 : L'évaluation des apports en nature à une société de capitaux	N° 48/1999 : Mise à disposition d'actions à des administrateurs ou à des membres du Conseil de surveillance	N° 74/2004 : La société en participation : société holding
N° 20/1995 : Les missions des professionnels dans les opérations de fusions-acquisitions	N° 49/2000 : ISF et entreprises sociétaires	N° 75/2004 : Restructuration d'entreprises : fusion simplifiée ou confusion de patrimoines ?
N° 21/1995 : Les autorisations globales d'augmentation de capital	N° 50/2000 : La délégation de pouvoirs dans la société anonyme	N° 76/2004 : La situation de l'apporteur en nature avant l'immatriculation de la société
N° 22/1995 : Vente de titres non réclamés ou non régularisés	N° 51/2000 : La prise de contrôle rampante	N° 77/2004 : Le régime et l'émission des valeurs mobilières après les ordonnances de 2004
N° 23/1995 : Pactes extra-statutaires et partage des bénéfices	N° 52/2000 : La société par actions simplifiée. Aspects sociaux et fiscaux	N° 78/2004 : Les agences de notation
N° 24/1995 : Sociétés à capital variable	N° 53/2000 : Gestion fiscale des déficits et restructurations des sociétés. 1 ^{re} partie : Sécurité générale des restructurations. Restructurations motivées par la gestion des déficits	
N° 25/1996 : Les warrants sur valeurs mobilières	N° 54/2000 : Gestion fiscale des déficits et restructurations des sociétés. 2 ^e partie : Gestion fiscale des déficits dans les restructurations domestiques et internationales	
N° 26/1996 : La saisie d'un portefeuille de valeurs mobilières	N° 55/2001 : PACS et sociétés	
N° 27/1996 : Gouvernement d'entreprise		
N° 28/1996 : Société civile de gestion de portefeuille, outil de gestion et de transmission		
N° 29/1996 : Les clauses léonines		

(suite 3^e de couv.)

© LexisNexis SA 2024

Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique et aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive de LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite. LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de toute autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie

Avertissement de l'éditeur : " Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnelles pouvant figurer dans cette revue sont formellement interdits " Evoluprint, Parc Industriel Euronord, 10 rue du Parc, 31150 Bruguères - Le Directeur de la publication : Éric Bonnet-Maes

Président-Directeur général,
Directeur de la publication :
Éric Bonnet-Maes
Directrice éditoriale :
Anne-Laurence Monéger
Directeurs :
Pr. Jean-Jacques Daigre
Pr. Sophie Schiller

Comité de rédaction :
Didier Martin
Régis Foy
Thomas Forsbach
Michel Edel
Pr. Michel Germain
Pr. Hervé Le Nabasque
Pr. Renaud Mortier
Rédacteur en chef :
Constance Hibon
Éditeur :
Artur Michalski
Correspondance :
apr@lexisnexus.fr

Publicité :
Caroline Spire
Responsable clientèle publicité
caroline.spire@lexisnexus.fr
Tél. : 01 45 58 93 56
Abonnement annuel 2024 :
France métropolitaine : 885,15 € TTC
Prix de vente au numéro : 296,46 € TTC
Dom-Tom et Étranger : 923,00 € HT
Prix de vente au numéro : 293,00 € HT
Relations clients :
Tél. : 01 71 72 47 70
relation.clients@lexisnexus.fr
www.lexisnexus.fr

LexisNexis SA
SA au capital de 1 584 800 €
552 029 431 RCS Paris
Principal associé :
Reed Elsevier France SA
Siège social :
141 rue de Javel
75747 Paris Cedex 15
Dépôt légal : à parution
Origine du papier : Allemagne
Taux de fibres recyclées : 6 %
Certification : 100 %
Impact sur l'eau : P_{TOT} = 0,01 kg / tonne